

TABLE DES MATIÈRES

633

Sociétés coopératives de commerçants détaillants 601
Groupement d'intérêt économique 601
Prescription en matière commerciale 604

V. — BIBLIOGRAPHIE.

Comptes rendus d'ouvrages..... 605
Articles et notes de jurisprudence..... 611
Monographies et ouvrages reçus..... 717

VI. — INFORMATIONS 619

II. — *Sociétés commerciales.*

Liquidation. Effets. Disparition de la personnalité morale. Fin de la mission du liquidateur. Droits des créanciers. Reims, 22 mars 1976 et Paris (3^e Ch.), 4 juin 1976, note Yves CHARTIER 449

Liquidation non clôturée. Radiation du registre du commerce. Maintien de la personnalité morale. Mise en règlement judiciaire ou en liquidation des biens (oui). Com., 23 novembre 1976, note Pierre MABILAT 461

Gérant. Convention avec la société. Rapport. Assemblée générale. Article L. 50. Rapport spécial. Vote. Conditions. Paris (3^e Ch.), 3 juillet 1976, note Dominique SCHMIDT 465

III. — *Sociétés anonymes*

Conseil d'administration. Délibérations. Procès-verbal. Conditions de validité. Président du Conseil d'administration. Rémunération. Augmentation abusive. Nullité de la délibération. Paris (23^e Ch.), 30 mars 1977, note J. H. 470

Salariés nommés administrateurs. Société en liquidation des biens. Licenciement de l'ensemble du personnel. Créances de salaire. ASSEDIC. Novation du contrat de travail en mandat social (non). Trib. com. Lyon, 22 juin 1976, note Jean-Jacques BURST..... 477

Assemblées générales. Actionnaires. Assistance. Huissier de justice commis en vue d'assister à une assemblée générale. Conditions de l'assistance. Motifs graves intéressant directement le fonctionnement de la société. Com., 15 février 1977, note J. G. 485

Assemblée générale extraordinaire, représentation d'une société allemande actionnaire d'une société française. Perte de plus des trois quarts du capital social. Metz (Ch. civ.), 5 janvier 1977, note Bernard BOULOC 488

Commissaire aux comptes. Suppléant. Décès du titulaire. Acquisition de la qualité de titulaire par le suppléant (oui). Durée des fonctions. Remplacement avant l'expiration. Révocation implicite (oui). Paris (1^{re} Ch.), 21 janvier 1977, note Pierre MABILAT 501

Mésentente entre associés. Administrateur provisoire. Remplacement. Pouvoir d'appréciation des juges du fond. Com., 10 janvier 1977, note Yves GUYON 504

TABLE DES MATIÈRES

I. — DOCTRINE :

- La révision du droit suisse des sociétés anonymes, par François DESSEMONTET. 375
- La réglementation de la cession des blocs de titres donnant le contrôle de sociétés cotées ou placées ou hors cote : un essai de moralisation du processus concentrationniste français, par Christian GAVALDA 395
- La théorie de la gérance de fait a-t-elle un rôle à jouer en matière de responsabilité fiscale du gérant majoritaire de S.A.R.L. ?, par Jean Pierre PIZZIO 410
- La mise à disposition d'actions de garantie, par Salomé LACHAT 423

II. — JURISPRUDENCE :

I. — *Droit fiscal des sociétés.*

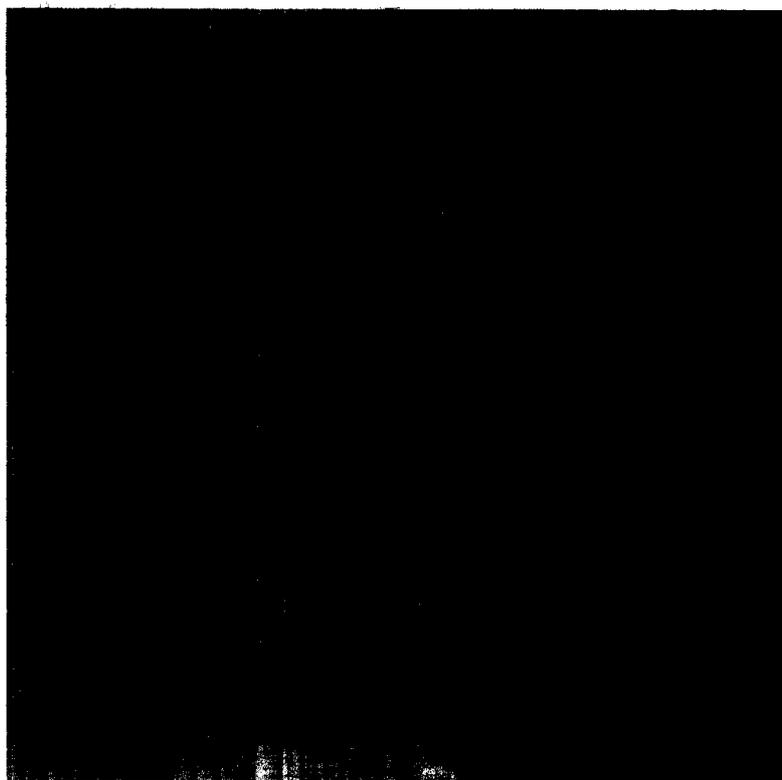
- Dirigeants de sociétés. Mise à leur charge du passif social. Charge déductible du revenu imposable. Cons. d'Etat, 7^e, 8^e et 9^e s.-sect., 29 avril 1977, note Maurice COZIAN 433
- Responsabilité fiscale des dirigeants de sociétés. Gérants majoritaires de S.A.R.L. Art. 1724 *ter* C.G.I. Gérant de fait. Trib. gr. inst. Paris (ord. prés.), 2 octobre 1976, observ. avec renvoi à l'étude précitée de M. Jean-Pierre PIZZIO. 442
- Sociétés à responsabilité limitée. Impôt sur le revenu. Rémunération exagérée du gérant. Procédure de redressement. Cons. d'Etat Sect. content., 8^e et 9^e s. sect. réunies, 8 décembre 1976, note de René BLANCHER. 445

95^e ann

BIBLIOTHÈQUE	
SALA	2
ÉTANTE	84
TABLA	

1977

REVUE DES SOCIÉTÉS



JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

Absence d'immatriculation au registre du commerce. Groupement sans personnalité morale. Revêtement juridique d'une entente. Pratiques monopolistiques en vue d'agir sur les prix dans le secteur des vins doux naturels. Illicéité du groupement. Article 59 bis, ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 modifiée. Infraction. Inapplicabilité de l'article 59 ter de ladite ordonnance. Avis émis par la Commission technique des ententes et des positions dominantes, séance du 24 septembre 1976, et décision ministérielle correspondante, note J. G.	533
--	-----

III. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION.

Lois	541
Décrets	551
Arrêtés	573
Instructions	574
Recommandation de la Commission des opérations de bourse...	575

IV. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES.

Droit européen des sociétés.....	577
Droit fiscal des sociétés.....	579
Droit pénal des sociétés.....	586
Sociétés commerciales	587
Sociétés anonymes.....	588
Participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises.....	592
Droit professionnel	593
Associations	596
Groupements fonciers agricoles.....	598
Sociétés civiles de construction-vente.....	599
Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (S.I.C.O.M.I.).....	600

IV. — *Sociétés à responsabilité limitée.*V. — *Procédures collectives.*

Sociétés en commandite simple. Liquidation des biens. Commandité. Dettes. Obligation solidaire et indéfinie. Article 97, loi 13 juillet 1967. Intervention forcée en appel. Syndic. Demande irrecevable. Paris, 9 mars 1976, note Adrienne HONORAT..... 508

Société commerciale. Règlement judiciaire ou liquidation des biens. Dirigeants. Dettes sociales. Charge de tout ou partie du passif social. Article 100, loi 13 juillet 1967. Application. Conditions. Règlement judiciaire ou liquidation des biens du dirigeant. Paris (3^e Ch.), 23 juin 1977, note Adrienne HONORAT..... 513

VI. — *Sociétés civiles.*

Passif social. Charge. Associés. Engagement personnel. Créanciers. Poursuite. Absence de bénéfice de discussion. Associé ayant accepté la charge du passif. Recours en garantie du coassocié assigné. Paris (3^e Ch.), 9 juin 1977, note Adrienne HONORAT..... 516

VII. — *Sociétés civiles immobilières.*

Mandat ayant pour objet la constitution d'une société civile immobilière. Contrat conclu par un mandataire. Architecte. Honoraires. Paiement. Obligation du mandant. Civ. 3^e, 16 juin 1976, note Jean-Pierre SORTAIS..... 521

VIII. — *Sociétés coopératives agricoles.*

Modification de la durée de l'engagement des coopérateurs. Majorité (non). Nécessité du consentement de chacun. Civ. 1^{re}, 12 octobre 1976, note Christian ATIAS..... 525

IX. — *Groupements d'intérêt économique.*

Société membre du groupement. Salariés du groupement et de ladite société. Election d'un comité d'entreprise commun. Unité économique et sociale. Comité d'entreprise commun. Soc., 31 mars 1977, note J. G. 531